



HAL
open science

Développement territorial et production, AgroParisTech

Pierre Levasseur

► **To cite this version:**

Pierre Levasseur. Développement territorial et production, AgroParisTech. Master. Segmentation territoriale de la production et développement : Enjeux sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux., France. 2020. hal-02942835

HAL Id: hal-02942835

<https://hal.inrae.fr/hal-02942835v1>

Submitted on 18 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Intitulé du cours : Segmentation territoriale de la production et développement : Enjeux sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux.

Intervenant : Pierre Levasseur

Résumé du cours (3h) :

Depuis les travaux pionniers d'Adam Smith et de David Ricardo, portant respectivement sur la division du travail et la spécialisation productive des nations, on observe un engouement pour la segmentation territoriale de la production. Stratégiquement mise en place sur le territoire français par les politiques d'après-guerre, la segmentation de l'économie devient véritablement mondiale à partir des années 1980' avec l'essor du libre-échange et de l'économie de marché. Pourtant, en plus de générer des résultats économiques contrastés sur le plan international, la segmentation territoriale de la production soulève de nombreux enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux. L'objectif de ce cours est d'introduire ces différents enjeux.

- **Enjeux économiques :** Déjà dans les années 1960, les économistes de la CEPAL (e.g. Furtado, Prebish, Singer) alertent la communauté internationale des méfaits économiques que peuvent causer la spécialisation internationale du travail. En premier lieu, ces économistes soutiennent que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement sont les conséquences directes de la domination historique qu'exercent les pays du Nord (néocolonialisme de la production). Sur le plan productif et commercial, les territoires du Sud seraient coincés dans une trappe de sous-développement du fait de dégradations structurelles dans les termes des échanges Nord/Sud. Alors que les économies du Sud sont généralement spécialisées dans la production de matières premières et agricoles (soumise à une baisse tendancielle des prix), les pays du Nord se spécialisent dans des produits transformés et technologiques (économiquement plus stables). Notons que le manque de diversification productive constitue aussi un risque pour les économies du Sud, les rendant particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix et aux chocs climatiques (e.g. syndrome hollandais). Un épisode récent et marquant est la crise alimentaire de 2008, en grande partie due à la spéculation internationale sur le marché du riz et au manque de diversification/souveraineté agricole.
- **Enjeux sociaux et environnementaux :** La spécialisation des territoires du Sud dans les matières premières à faible valeur ajoutée a des conséquences sociales désastreuses pour les populations locales. Par exemple, la spécialisation agricole, paradoxalement peu fructueuse, s'accompagne d'une intensification de la production pour faire face à

la baisse des prix, conduisant alors à l'appauvrissement des sols, la perte de biodiversité et l'usage abusif de pesticides et herbicides. De même, les gisements de matières premières (e.g. pétrole, minéraux) entaillent et polluent des milliers d'hectares de territoires, en particulier dans les pays du Sud où ces gisements sont généralement abondants et la réglementation peu contraignante. Cette massification de la production de matières premières et agricoles a mené à de nombreux flux de population. Des millions d'individus quittent les campagnes, pour cause d'expropriations, pollution et/ou manque d'opportunités économiques, pour tenter de trouver un emploi en ville (exode rural). Toutefois, cette quête est souvent un échec, et conduit à une augmentation significative des taux de pauvreté, de chômage et de logements insalubres dans des villes incapables de gérer de tels flux de population. Notons que cette arrivée massive de travailleurs peu éduqués a des effets négatifs sur les conditions de travail et les salaires.

- **Enjeux sanitaires :** L'urbanisation accélérée des économies en développement, poussée par la spécialisation de ces pays dans la production des matières premières et agricoles, s'associe à des problématiques de santé publique alarmante. En effet, on observe dans ces économies une très forte croissance du surpoids et de l'obésité, qui parfois vient se juxtaposer à la faim et à la dénutrition (comme c'est le cas dans les pays à revenus inférieurs). L'émergence de l'obésité et de certaines maladies chroniques (e.g. diabète, cancer, hypertension artérielle) sont principalement due à une baisse de l'activité physique (à cause des nouvelles formes d'emplois industriels et tertiaires et du mode de vie urbain) et un changement dans l'alimentation (devenue plus grasse, plus sucrée, plus calorique). Ces changements sont particulièrement saillants chez les populations provenant de milieux ruraux, peu éduqués et sujets à la consommation d'aliments ultra-caloriques transformés peu coûteux. Par ailleurs, le taux d'urbanisation démesuré des pays en développement soulève d'autres problèmes de santé publique de premier ordre, tels que la réémergence des maladies infectieuses et la perte d'efficacité des antibiotiques.

En conclusion, il apparaît nécessaire d'adopter des stratégies de développement économique plus équilibrées, favorisant une diversification de la production sur le plan territorial. Déjà dans les années 1960', les économistes de la CEPAL conseillaient un mode de développement par substitution aux importations dans le but de diversifier la production des pays du Sud (i.e. protectionnisme sectoriel décroissant). Mais même aussi modéré soit-il, le protectionnisme est souvent écarté des débats internationaux. L'enjeu pour les économies en développement,

souvent surendettées, est aujourd'hui de sortir du joug des institutions internationales leur imposant le libre-échange, l'économie de marché et l'ouverture aux capitaux étrangers.